Communiqué de presse

Hors séance boursière – Information réglementée*

Bruxelles, 15 mai 2025 (07.00 heures CEST)

KBC Groupe : Bénéfice de 546 millions d'euros pour le premier trimestre

Aperçu KBC Groupe (consolidé, IFRS)	1TR2025	4TR2024	1TR2024
Résultat net (en millions EUR)	546	1 116	506
Bénéfice de base par action (EUR)	1,32	2,75	1,18
Ventilation du résultat net, par division (en millions EUR)			
Belgique	*281*	*487*	*243*
République tchèque	*207*	*238*	*197*
Marchés internationaux	*135*	*175*	*146*
Centre de groupe	*-77*	*215*	*-80*
Capitaux propres des actionnaires de la société mère par action (en EUR, fin de période)	58,8	56,6	54,9

"Nous avons enregistré un bénéfice net de 546 millions d'euros au premier trimestre 2025. Par rapport au résultat du trimestre précédent, nos revenus totaux ont bénéficié de plusieurs facteurs, notamment la hausse des revenus des activités d'assurance, des revenus à la juste valeur et liés au trading et des autres revenus nets, tandis que les revenus nets d'intérêts et les revenus nets de commissions ont légèrement baissé en raison d'effets saisonniers et de quelques effets de fin d'exercice positifs au quatrième trimestre 2024. Le développement de notre portefeuille de crédits s'est poursuivi, avec une croissance de 2% en rythme trimestriel et de 7% en glissement annuel. Les dépôts de la clientèle, hors dépôts à court terme volatils et à faible marge dans les filiales étrangères de KBC Bank, ont été stables en glissement trimestriel (avec une réorientation des dépôts à terme vers les comptes d'épargne) et ont crû de 7% d'une année sur l'autre.

Les charges d'exploitation se sont inscrites en hausse, dans la mesure où l'essentiel des taxes bancaires et d'assurance au titre de l'exercice entier sont comptabilisées, comme toujours, au premier trimestre. Abstraction faite des taxes bancaires et d'assurance, les charges d'exploitation se sont repliées de 8% par rapport au trimestre précédent. Les charges des services d'assurance ont diminué elles aussi, tout comme les réductions de valeur sur crédits, ce qui donne lieu à un excellent ratio de coût du crédit de tout juste 8 points de base pour le trimestre sous revue (16 points de base hors variations de la réserve pour incertitudes géopolitiques et macroéconomiques). Nous conservons une robuste solvabilité, avec un ratio common equity à pleine charge hors plancher selon Bâle IV de 14,5% à fin mars 2025. Notre liquidité est restée elle aussi très solide, comme en témoignent un ratio LCR de 157% et un ratio NSFR de 140%.

Le 8 mai 2025, nous avons versé un dividende final de 3,15 euros par action, portant ainsi le dividende total à 4,85 euros par action pour l'exercice 2024. Nous avons par ailleurs mis à jour notre politique en matière de dividendes et d'affectation du capital. À partir de 2025, nous verserons un dividende compris entre 50% et 65% de notre résultat consolidé, dont 1 euro sera versé en novembre à titre de dividende intérimaire. Notre ambition consiste à nous maintenir parmi les établissements financiers les mieux capitalisés d'Europe. Chaque année, au moment de l'annonce des résultats de l'exercice complet, le Conseil d'administration décidera – à sa discrétion – de l'affectation du capital. La poursuite de la croissance organique et les fusions et acquisitions constitueront les priorités. Nous ciblons un ratio common equity à pleine charge hors plancher de 13% minimum.

KBC a en outre conclu un accord en vue de l'acquisition d'une participation de 98,45% dans 365.bank en Slovaquie sur la base d'une valeur totale de 761 millions d'euros pour 365.bank. Cet investissement nous permettra de renforcer encore notre position sur le marché slovaque tout en comblant l'écart avec les trois principaux acteurs du secteur bancaire. 365.bank est une banque orientée retail avec des filiales actives dans les domaines de la gestion d'actifs et des crédits à la consommation. Ses activités sont très complémentaires de celles de ČSOB, l'actuelle filiale slovaque de KBC. L'acquisition permettra donc de réaliser d'importantes synergies en termes de coûts, de revenus (ventes croisées) et de financement. KBC consolidera notamment sa présence dans le secteur de la banque retail et profitera d'un accès à la base de clientèle et au réseau de distribution uniques de 365.bank, ainsi que de son partenariat exclusif avec la poste slovaque. L'opération est soumise à l'approbation des autorités réglementaires et aura pour effet de réduire notre ratio common equity à pleine charge hors plancher d'environ 50 points de base dès la clôture, laquelle est prévue d'ici la fin de l'année.

Les dernières semaines ont été marquées par une incertitude macroéconomique (commerciale) sans précédent, en raison de la politique américaine en matière de droits de douane et de ses répercussions sur les marchés financiers. Nous confirmons néanmoins nos prévisions financières à court et à long terme. Dernier point, et non des moindres, je tiens à exprimer ma profonde gratitude à l'ensemble de nos clients, collaborateurs, actionnaires et toutes les autres parties prenantes pour leur confiance continue à l'égard de notre groupe."

Johan Thijs
Chief Executive Officer

Principales données financières du premier trimestre 2025

- **Les revenus nets d'intérêts** ont légèrement diminué en glissement trimestriel (-1%), mais ont augmenté de 4% en rythme annuel. La marge nette d'intérêts s'est établie à 2,05% pour le trimestre sous revue, en recul de 3 points de base par rapport au trimestre précédent et au même trimestre un an plus tôt. Le volume des crédits à la clientèle a progressé de 2% en rythme trimestriel et de 7% en rythme annuel. Les dépôts de la clientèle, hors dépôts à court terme volatils et à faible marge dans les filiales étrangères de KBC Bank, ont été stables en glissement trimestriel (avec une réorientation des dépôts à terme vers les comptes d'épargne) et ont crû de 7% d'une année sur l'autre.

- **Le résultat des services d'assurance** (revenus des activités d'assurance avant réassurance – charges des services d'assurance avant réassurance + résultat net des contrats de réassurance détenus) s'est établi à 142 millions d'euros (contre 125 millions d'euros au trimestre précédent et 134 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt), dont 96 millions d'euros pour l'assurance non vie et 45 millions d'euros pour l'assurance vie. Le ratio combiné des activités d'assurance non vie pour le trimestre sous revue s'établit à un excellent 86%, contre 90% pour l'exercice 2024 complet. Les ventes d'assurance non vie ont augmenté de 8% en rythme annuel, tandis que les ventes d'assurance vie ont progressé de 39% par rapport au trimestre précédent et de 32% par rapport au même trimestre de l'année précédente.

- **Les revenus nets de commissions** ont légèrement baissé (-1%) en glissement trimestriel, en raison exclusivement d'effets saisonniers et de quelques effets de fin d'exercice positifs au trimestre précédent. Les revenus nets de commissions ont augmenté de 12% en glissement annuel, à la faveur d'une hausse des commissions liées aux services de gestion d'actifs et bancaires. Les avoirs en gestion ont diminué de 1% en glissement trimestriel et augmenté de 6% d'une année sur l'autre.

- **Les revenus à la juste valeur et liés au trading et les produits et charges financiers de l'assurance** ont progressé de 29 millions d'euros par rapport au trimestre précédent et de 10 millions d'euros par rapport au même trimestre un an plus tôt. Les autres revenus nets ont été supérieurs à leur rythme habituel, essentiellement du fait d'une plus-value plus élevée que la moyenne sur la vente de biens immobiliers.

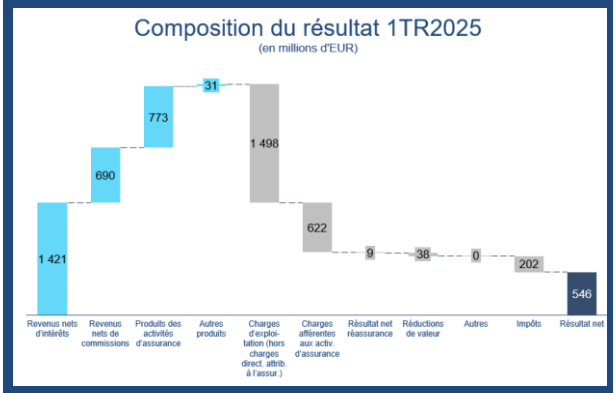
- Les **charges d'exploitation, hors taxes bancaires et d'assurance** ont baissé de 8% en glissement trimestriel et augmenté de 4% en rythme annuel. Le premier trimestre de l'année comprend traditionnellement l'essentiel des taxes bancaires et d'assurance au titre de l'année entière (539 millions d'euros au premier trimestre 2025). Le ratio charges/produits pour le premier trimestre 2025 est ressorti à 46%, contre 47% pour l'exercice 2024 complet. Certains éléments hors exploitation sont exclus du calcul et les taxes bancaires et d'assurance ont été réparties de façon homogène sur l'année entière. Abstraction faite de l'intégralité des taxes bancaires et d'assurance, le ratio charges/produits pour le premier trimestre 2025 s'est élevé à 41%, contre 43% pour l'année 2024 dans son ensemble.

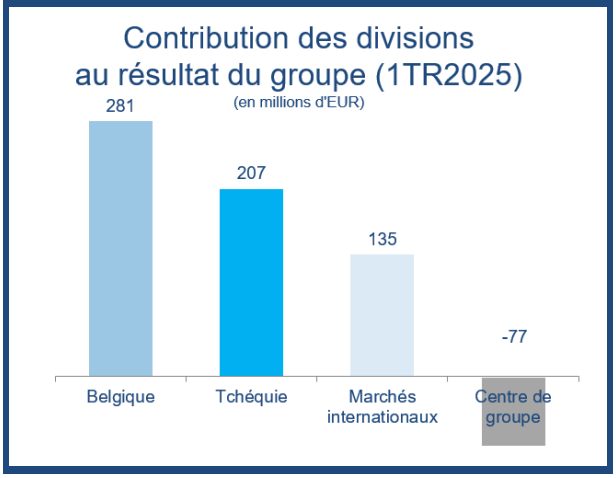
- Les **réductions de valeur sur crédits** sont ressorties à 38 millions d'euros, contre 50 millions d'euros au trimestre précédent et 16 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. Le ratio de coût du crédit pour le trimestre sous revue s'est élevé à 0,08%, contre 0,10% pour l'exercice 2024. Les réductions de valeur sur des actifs *autres que des crédits* ont été quasi nulles au cours du trimestre sous revue.

- Notre **liquidité** est restée solide, avec un ratio LCR de 157% et un ratio NSFR de 140%. Notre **base de capital** demeure robuste, avec un ratio common equity à pleine charge hors plancher de 14,5%*.

Les piliers de notre stratégie

- Nous plaçons le client au centre de nos préoccupations
- Nous cherchons à proposer à nos clients une expérience unique dans le domaine de la bancassurance
- Nous développons notre groupe dans une optique de long terme et avons pour objectif de générer une croissance durable et rentable
- Nous assumons notre rôle au sein de la société et des économies locales
- Nous renforçons les valeurs PEARL + et mettons l'accent sur le développement conjoint de solutions, d'initiatives et d'idées au sein du groupe





* Pour ce qui est du ratio common equity à pleine charge, à partir du premier trimestre 2025, KBC a recours au ratio common equity à pleine charge dit "hors plancher", lequel tient compte de l'impact de Bâle IV sur le total des actifs pondérés par le risque, mais exclut l'impact du « output floor ».

Aperçu des résultats et du bilan

Compte de résultat consolidé, IFRS, KBC Groupe (simplifié; en millions d'EUR)	1TR2025	4TR2024	3TR2024	2TR2024	1TR2024
Revenus nets d'intérêts	1 421	1 433	1 394	1 379	1 369
Revenus des activités d'assurance avant réassurance	773	764	740	726	714
Non vie	*648*	*640*	*631*	*613*	*598*
Vie	*125*	*124*	*109*	*114*	*116*
Revenus de dividendes	9	13	11	26	7
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat et produits et charges financiers de l'assurance	-45	-74	-42	3	-55
Les revenus nets de commissions	690	700	641	623	614
Autres revenus nets	67	27	45	51	58
Total des revenus	2 915	2 863	2 787	2 809	2 708
Charges d'exploitation (hors charges directement attribuables à l'assurance)	-1 498	-1 126	-1 058	-950	-1 431
Total des charges d'exploitation, hors taxes bancaires et d'assurance	*-1 106*	*-1 201*	*-1 135*	*-1 074*	*-1 063*
Total des taxes bancaires et d'assurance	*-539*	*-55*	*-47*	*-2*	*-518*
Moins: charges d'exploitation affectées aux charges des services d'assurance	*148*	*131*	*124*	*126*	*150*
Charges des services d'assurance avant réassurance	-622	-635	-688	-590	-563
Dont commission d'assurance versée	*-102*	*-103*	*-99*	*-92*	*-89*
Non vie	*-543*	*-561*	*-615*	*-514*	*-489*
Vie	*-79*	*-74*	*-72*	*-76*	*-73*
Résultat net des contrats de réassurance détenus	-9	-4	28	-24	-18
Réductions de valeur	-38	-78	-69	-85	-16
Dont: sur actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global[1]	*-38*	*-50*	*-61*	*-72*	*-16*
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint-ventures	0	-1	78	2	0
Résultat avant impôts	747	1 020	1 079	1 162	680
Impôts	-202	96	-211	-237	-175
Résultat après impôts	546	1 115	868	925	506
attribuable à des participations minoritaires	0	0	0	0	0
attribuable aux actionnaires de la société mère	**546**	**1 116**	**868**	**925**	**506**
Bénéfice de base par action (EUR)	1,32	2,75	2,14	2,25	1,18
Bénéfice dilué par action (EUR)	1,32	2,75	2,14	2,25	1,18

Chiffres clés du bilan consolidé, IFRS, KBC Groupe (en millions EUR)	31-03-2025	31-12-2024	30-09-2024	30-06-2024	31-03-2024
Total des actifs	380 313	373 048	353 261	361 945	359 477
Prêts et avances à la clientèle	197 326	192 067	188 623	187 502	183 722
Titres (actions et titres de créance)	84 419	80 339	75 929	73 941	73 561
Dépôts de la clientèle	231 022	228 747	221 851	221 844	216 314
Dettes de contrats d'assurance	16 912	17 111	17 012	16 521	16 602
Dettes de contrats d'investissement, assurance	15 631	15 671	15 193	14 780	14 319
Total des capitaux propres	25 191	24 311	23 300	22 936	23 917

Ratios sélectionnés KBC Groupe (consolidé)	1TR2025	Exercice 2024
Rendement sur capitaux propres[2]	9%	15%
Ratio charges/produits, groupe		
- hors éléments hors exploitation et avec répartition homogène des taxes bancaires et d'assurance sur l'année	46%	47%
- hors total des taxes bancaires et d'assurance	41%	43%
Ratio combiné, assurance non vie	86%	90%
Ratio common equity (CET1), à pleine charge (selon Bâle IV dès 2025, compromis danois, hors plancher[3])	14,5%	15,0%
Ratio de coût du crédit[4]	0,08%	0,10%
Ratio de crédits impaired	1,9%	2,0%
pour les crédits en souffrance depuis plus de 90 jours	1,0%	1,0%
Ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR)	140%	139%
Ratio de couverture des liquidités (LCR)	157%	158%

1 Ou "réductions de valeur sur crédits".
2 15% au premier trimestre 2025 (et 14% pour l'exercice 2024) si l'on exclut les éléments hors exploitation et que l'on répartit les taxes bancaires et d'assurance de façon homogène sur l'ensemble de l'année.
3 Pour ce qui est du ratio common equity à pleine charge, à partir du premier trimestre 2025, KBC a recours au ratio common equity à pleine charge dit "hors plancher", lequel tient compte de l'impact de Bâle IV sur le total des actifs pondérés par le risque, mais exclut l'impact du « output floor ».
4 Un chiffre négatif indique une reprise nette de réductions de valeur (impact positif sur les résultats).

Analyse du trimestre (1TR2025)

Total des revenus: 2 915 millions d'euros

+2% par rapport au trimestre précédent et +8% en rythme annuel

Les **revenus nets d'intérêts** se sont inscrits à 1 421 millions d'euros au cours du trimestre sous revue, soit une baisse de 1% en glissement trimestriel et une hausse de 4% en rythme annuel.

L'évolution en glissement trimestriel s'explique par des facteurs tels que l'impact positif d'un meilleur résultat de la transformation commerciale, l'augmentation des revenus des activités de crédit (l'effet positif de la croissance du volume des crédits n'a été que partiellement annulé par la contribution négative des pressions subies par les marges des crédits dans certains marchés clés) et la hausse des revenus d'intérêt provenant de la salle des marchés. Ces éléments ont été plus que neutralisés par l'impact négatif lié à un nombre de jours moins important au cours du trimestre sous revue, à une baisse des revenus nets d'intérêts sur les obligations indexées sur l'inflation, à une diminution des revenus d'intérêts provenant des dépôts à terme de la clientèle et des activités de gestion de trésorerie à court terme, à une hausse des coûts liés aux réserves obligatoires minimum détenues auprès des banques centrales et au fait que le trimestre précédent avait bénéficié d'une correction positive de 9 millions d'euros découlant d'une modification de l'approche comptable appliquée aux frais de courtage hypothécaire en Bulgarie (l'impact pour l'ensemble de l'exercice 2024 a été entièrement comptabilisé au quatrième trimestre). L'augmentation d'une année sur l'autre est due quant à elle à un résultat de la transformation commerciale nettement meilleur, à une augmentation des revenus des activités de crédit, à une diminution des coûts liés aux réserves obligatoires minimum détenues auprès des banques centrales, à une hausse des revenus nets d'intérêts sur les obligations indexées sur l'inflation et à une augmentation des revenus d'intérêt provenant de la salle des marchés. Ces éléments ont été partiellement compensés par la baisse des revenus d'intérêts provenant des dépôts à terme de la clientèle, par l'augmentation des coûts de financement wholesale et par la diminution des revenus d'intérêts provenant des activités de gestion de trésorerie à court terme.

La marge nette d'intérêts s'est établie à 2,05% pour le trimestre sous revue, soit 3 points de base de moins par rapport au trimestre précédent et au même trimestre un an plus tôt.
Le volume des crédits à la clientèle (197 milliards d'euros) a augmenté de 2% par rapport au trimestre précédent et de 7% par rapport à l'année précédente. Les dépôts de la clientèle (231 milliards d'euros) ont été stables en glissement trimestriel (avec une réorientation des dépôts à terme vers les comptes d'épargne) et ont crû de 6% d'une année sur l'autre. Abstraction faite des dépôts à court terme volatils et à faible marge dans les filiales étrangères de KBC Bank (motivés par des opportunités de gestion de trésorerie à court terme), les dépôts de la clientèle ont été stables également en glissement trimestriel et ont crû de 7% en rythme annuel. Les chiffres de la croissance ci-dessus ne tiennent pas compte des effets de change.

Pour connaître les prévisions relatives aux revenus nets d'intérêts attendus pour l'exercice 2025 et les suivants, veuillez vous référer à la section intitulée "Nos prévisions".

Le **résultat des services d'assurance** (revenus des activités d'assurance avant réassurance - charges des services d'assurance avant réassurance + résultat net des contrats de réassurance détenus; ces deux derniers éléments n'étant pas inclus dans les revenus totaux) s'est établi à 142 millions d'euros, dont 96 millions d'euros pour les assurances non vie et 45 millions d'euros pour les assurances vie.

Le résultat des services d'assurance **non vie** a crû de 27% par rapport au trimestre précédent, grâce à une baisse des charges des services d'assurance et à une hausse des revenus des activités d'assurance, qui n'ont été que partiellement compensées par une dégradation du résultat de la réassurance. Il s'est inscrit en hausse de 3% en rythme annuel dès lors que l'augmentation des revenus des activités d'assurance et l'amélioration du résultat de la réassurance ont été en grande partie neutralisées par un alourdissement des charges des services d'assurance.

Le résultat des services d'assurance **vie** a reculé de 8% par rapport au trimestre précédent, sous l'effet principalement d'une hausse des charges des services d'assurance. Il a progressé de 12% par rapport à l'année précédente, en raison de la hausse des revenus des activités d'assurance et d'une amélioration du résultat de la réassurance, qui ont plus que compensé l'augmentation des charges des services d'assurance.

Le ratio combiné des activités d'assurance non vie s'élève à un excellent 86% pour le trimestre sous revue, contre 90% pour l'ensemble de l'année 2024. Les ventes de l'assurance non vie se sont élevées à 792 millions d'euros, en hausse de 8% par rapport à l'année précédente, avec une croissance dans tous les pays et toutes les grandes branches. Les ventes de nos produits d'assurance vie se sont élevées à 1 013 millions d'euros et ont bondi de 39% par rapport au trimestre précédent, grâce à une nette augmentation des ventes de produits de la branche 23 en Belgique (soutenues par les émissions structurées), et de 32% par rapport au même trimestre un an plus tôt (hausse des ventes de produits d'assurance de la branche 23, de produits de la branche 21 et de produits hybrides). Au total, la part des produits de la branche 21 et des

produits de la branche 23 dans nos ventes de produits d'assurance vie au cours du trimestre sous revue s'est élevée à 33% et 61%, respectivement, le reste étant constitué de produits hybrides (principalement en Belgique et en République tchèque).

Pour connaître les prévisions relatives aux revenus des activités d'assurance et au ratio combiné pour l'exercice 2025 et les suivants, veuillez vous référer à la section intitulée "Nos prévisions".

Les **revenus nets de commissions** se sont établis à 690 millions d'euros, en baisse de 1% en glissement trimestriel et en hausse de 12% en rythme annuel. La légère diminution en glissement trimestriel est entièrement due à des effets saisonniers et à des effets de fin d'exercice positifs au trimestre précédent, tandis que la forte augmentation en rythme annuel s'explique par une hausse des commissions liées aux services de gestion d'actifs (des commissions de gestion essentiellement) et à divers services bancaires (services de paiement et revenus de réseau principalement). Fin mars 2025, les avoirs en gestion totaux s'élevaient à 273 milliards d'euros, en baisse de 1% par rapport au trimestre précédent, la performance négative du marché sur le trimestre (-3 points de pourcentage) ayant plus que neutralisé l'impact positif des entrées nettes (+2 points de pourcentage). La croissance des avoirs sous gestion s'est toutefois montée à 6% en rythme annuel, les entrées nettes et la performance positive du marché sur l'année contribuant chacune à hauteur de 3 points de pourcentage.

Les **revenus à la juste valeur et liés au trading et les produits et charges financiers de l'assurance** sont ressortis à -45 millions d'euros, en hausse de 29 millions d'euros par rapport au trimestre précédent et de 10 millions d'euros par rapport au même trimestre un an plus tôt. En glissement trimestriel, l'amélioration est principalement due à une évolution positive de la valeur de marché des dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management ainsi qu'à une hausse du résultat de la salle des marchés, tandis qu'en rythme annuel, elle s'explique essentiellement par une évolution positive de la valeur de marché des dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management, en partie compensée par une dégradation du résultat de la salle des marchés.

Les **autres éléments de revenu** comprennent 9 millions d'euros de revenus de dividendes et 67 millions d'euros d'autres revenus nets. Ces derniers ont été supérieurs à leur rythme habituel (50 millions d'euros), essentiellement du fait d'une plus-value plus élevée que la moyenne sur la vente de biens immobiliers.

Charges d'exploitation, hors taxes bancaires et d'assurance: 1 106 millions d'euros

-8% par rapport au trimestre précédent et +4% en rythme annuel

Hors taxes bancaires et d'assurance, les charges d'exploitation au premier trimestre 2025 se sont élevées à 1 106 millions d'euros, soit une baisse de 8% par rapport au trimestre précédent et une hausse de 4% en rythme annuel*.

La diminution en glissement trimestriel est principalement due à la baisse saisonnière des frais de marketing et professionnels, à la diminution des charges liées aux ICT et à la baisse des charges liées aux biens d'équipement, qui ont été en partie compensées par l'augmentation des coûts de personnel. La hausse des charges d'exploitation hors taxes bancaires et d'assurance en rythme annuel s'explique essentiellement par l'augmentation des coûts de personnel (indexation et revalorisation des salaires, en partie contrebalancées par une diminution du nombre d'ETP), des charges liées aux ICT et des charges d'amortissement.

Les taxes bancaires et d'assurance se sont établies à 539 millions d'euros pour le trimestre sous revue, contre 55 millions d'euros au trimestre précédent, dans la mesure où l'essentiel des taxes bancaires et d'assurance au titre de l'exercice complet sont généralement comptabilisées au premier trimestre de l'année. En glissement annuel, les taxes bancaires et d'assurance ont augmenté de 4%, en raison notamment d'une contribution plus élevée au système de garantie des dépôts en Belgique (due à des facteurs tels que l'augmentation du volume des dépôts garantis), qui a plus que compensé la baisse de la contribution au fonds de résolution en République tchèque et la diminution des taxes bancaires (nationales) en Slovaquie et en Hongrie.

Si l'on exclut certains éléments hors exploitation et après répartition des taxes bancaires et d'assurance de manière homogène sur l'année, le ratio charges/produits s'élève à 46% pour le trimestre sous revue, contre 47% pour l'ensemble de l'année 2024. Abstraction faite de l'intégralité des taxes bancaires et d'assurance, le ratio charges/produits s'élève à 41%, contre 43% pour l'exercice 2024.

Pour connaître les prévisions relatives aux charges d'exploitation pour l'exercice 2025 et les suivants, veuillez vous référer à la section intitulée "Nos prévisions".

* Il convient de noter que les charges d'exploitation hors taxes bancaires et d'assurance étaient assez faibles au premier semestre 2024, ce qui nous conforte dans nos prévisions pour l'ensemble de l'année 2025, à savoir une croissance des charges d'exploitation hors taxes bancaires et d'assurance inférieure à 2,5% en glissement annuel.

Réductions de valeur sur crédits: charge nette de 38 millions d’euros

contre une charge nette de 50 millions d'euros au trimestre précédent et une charge nette de 16 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt

Durant le trimestre sous revue, nous avons enregistré une charge nette de réduction de valeur sur crédits de 38 millions d'euros, contre une charge nette de 50 millions d'euros au trimestre précédent et une charge nette de 16 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. La réduction de valeur nette au cours du trimestre sous revue comprend une charge de 83 millions d’euros au titre du portefeuille de crédits (dont 41 millions d’euros liés à l’abaissement du ‘backstop shortfall’ pour les anciens crédits non performants en Belgique) et une reprise de 45 millions d'euros, pilotée par un modèle, à la suite de l’actualisation de la réserve constituée au titre des incertitudes géopolitiques et macroéconomiques. Dans ce contexte, l’encours de la réserve que nous consacrons aux risques géopolitiques et aux incertitudes macroéconomiques s’élevait à 72 millions d'euros à fin mars 2025.

Ainsi, le ratio de coût du crédit s'est élevé à 0,08% pour le trimestre sous revue (0,16% hors variations de la réserve pour incertitudes géopolitiques et macroéconomiques), contre 0,10% pour l’exercice 2024 (0,16% hors variations de la réserve pour incertitudes géopolitiques et macroéconomiques). Fin mars 2025, notre portefeuille de crédits total comptait quelque 1,9% de crédits considérés comme impaired ("niveau 3"), contre 2,0% fin 2024. Les crédits impaired en souffrance depuis plus de 90 jours représentaient 1,0% du portefeuille de crédits, soit un niveau identique à celui de fin 2024.

Pour connaître les prévisions relatives au ratio de coût du crédit pour l'exercice 2025 et les suivants, veuillez vous référer à la section intitulée "Nos prévisions".

Les réductions de valeur sur des actifs autres que des crédits ont été négligeables au cours du trimestre sous revue, alors qu'elles s'étaient élevées à 28 millions d'euros au trimestre précédent et qu'elles étaient également négligeables au même trimestre un an plus tôt.

Résultat net par division

Belgique 281 millions d’euros; Rép. tchèque 207 millions d'euros; Marchés internationaux 135 millions d'euros; Centre de groupe -77 millions d'euros

Belgique: le résultat net (281 millions d'euros) était, à première vue, inférieur de 42% au résultat du trimestre précédent. Toutefois, si l'on exclut les taxes bancaires et d'assurance (l'essentiel de ces taxes au titre de l'année entière est traditionnellement comptabilisé au premier trimestre, ce qui déforme la comparaison d’un trimestre à l’autre), le résultat net était en hausse de 23% en glissement trimestriel. Cela s’explique par les effets combinés de:

- la progression des revenus totaux (résultant essentiellement de l’augmentation des revenus à la juste valeur et liés au trading, des revenus nets de commissions et des autres revenus, partiellement compensée par la baisse des revenus nets d’intérêts et des revenus de dividendes);
- la diminution des coûts (en partie saisonnière);
- la légère baisse des charges des services d’assurance après réassurance;
- la diminution des réductions de valeur.

République tchèque: le résultat net (207 millions d'euros) était, à première vue, inférieur de 13% au résultat du trimestre précédent. Toutefois, si l'on exclut les taxes bancaires et d'assurance, le résultat net était en baisse de 5% seulement en glissement trimestriel. Cela s’explique par les effets combinés de:

- la légère diminution des revenus totaux (essentiellement du fait de la baisse des revenus à la juste valeur et liés au trading);
- la baisse des coûts;
- la relative stabilité des charges des services d’assurance après réassurance;
- une charge nette de réduction de valeur, contre une reprise nette au trimestre précédent.

Marchés internationaux: le résultat net de 135 millions d'euros se répartit comme suit: 34 millions d'euros pour la Slovaquie, 35 millions d'euros pour la Hongrie et 66 millions d'euros pour la Bulgarie. Pour la division dans son ensemble, le résultat net s'inscrit, à première vue, en baisse de 23% par rapport au trimestre précédent. Toutefois, si l'on exclut les taxes bancaires et d'assurance, le résultat net était en hausse de 24% en glissement trimestriel. Cela s'explique par les effets combinés de:

- la hausse des revenus totaux (augmentation des revenus des activités d'assurance et des autres revenus nets, en partie compensée par une diminution des revenus nets de commissions);
- la baisse des coûts;
- l'augmentation des charges des services d'assurance après réassurance;
- la diminution des réductions de valeur nettes.

Centre de groupe: le résultat net (-77 millions d'euros) a diminué de 292 millions d'euros par rapport au trimestre précédent, principalement en raison d'une forte hausse des impôts sur le revenu, alors que le trimestre précédent avait inclus un avantage fiscal non récurrent de 318 millions d'euros dû à la liquidation d'Exicon (les activités résiduelles de KBC Bank Ireland).

Un tableau reprenant les résultats complets est fourni à la section 'Additional information' du rapport trimestriel. Une courte analyse des résultats par division est fournie dans la présentation destinée aux analystes (disponible sur www.kbc.com).

	Belgique		République tchèque		Marchés internationaux	
Ratios par division sélectionnés	**1TR2025**	**Exercice 2024**	**1TR2025**	**Exercice 2024**	**1TR2025**	**Exercice 2024**
Ratio charges/produits						
- hors éléments hors exploitation et avec répartition homogène des taxes bancaires et d'assurance sur l'année	43%	44%	43%	45%	46%	46%
- hors total des taxes bancaires et d'assurance	39%	41%	42%	43%	37%	38%
Ratio combiné, assurance non vie	86%	88%	81%	86%	95%[2]	96%[2]
Ratio de coût du crédit[1]	0,07%	0,19%	0,13%	-0,09%	0,05%	-0,08%
Ratio de crédits impaired	1,9%	2,0%	1,3%	1,3%	1,6%	1,6%

1 Un chiffre négatif indique une reprise nette de réductions de valeur (impact positif sur les résultats). Veuillez vous reporter à la section "Details of ratios and terms" du rapport trimestriel.
2 Abstraction faite des taxes d'assurance exceptionnelles en Hongrie, le ratio combiné s'est élevé à 93% pour l'exercice 2024 et à 87% pour le premier trimestre 2025.

Solvabilité et liquidité

Ratio common equity de 14,5%, NSFR de 140%, LCR de 157%

À fin mars 2025, le total de nos capitaux propres s'élevait à 25,2 milliards d'euros et comprenait 23,3 milliards d'euros de capitaux propres des actionnaires de la société mère et 1,9 milliard d'euros d'instruments additionnels Tier-1. Le total de nos capitaux propres a augmenté de 0,9 milliard d'euros par rapport à fin 2024. Cela s'explique par les effets combinés de:

- la prise en compte du bénéfice réalisé au premier trimestre 2025 (+0,5 milliard d'euros);
- la hausse des réserves de réévaluation (+0,4 milliard d'euros);
- plusieurs autres éléments de moindre importance.

Les détails de ces variations sont fournis à la rubrique "Consolidated statement of changes in equity" de la section "Consolidated financial statements" du rapport trimestriel.
Au premier trimestre 2025, les actifs pondérés par le risque ont augmenté de 4,8 milliards d'euros en glissement trimestriel pour atteindre 124,8 milliards d'euros, principalement sous l'effet de l'application de Bâle IV (voir ci-dessous) et de la croissance des volumes.

Nous conservons une robuste solvabilité, comme en témoigne un ratio common equity (CET1) à pleine charge hors plancher de 14,5% selon Bâle IV au 31 mars 2025, contre 15,0% selon Bâle III à fin 2024 (ce qui correspond à 14,6% selon Bâle IV). À fin mars 2025, KBC Assurances affichait un ratio de solvabilité de 210% en vertu du cadre réglementaire Solvabilité II, contre 200% fin 2024. De plus amples détails sur la solvabilité sont fournis dans la section "Additional information" du rapport trimestriel, sous la rubrique "Solvency".

L'Assemblée générale annuelle des Actionnaires du 30 avril 2025 a approuvé un dividende brut total de 4,85 euros par action au titre de l'exercice 2024 (dont un dividende intérimaire de 1,0 euro et un dividende extraordinaire de 0,70 euro versé en 2024 et

un solde de 3,15 euros par action versé le 8 mai 2025). Les modifications apportées à notre politique en matière de dividendes et d'affectation du capital sont expliquées en détail au chapitre "Nos prévisions" du présent rapport.

Notre liquidité s'est également maintenue à un excellent niveau, avec un ratio LCR de 157% et un ratio NSFR de 140%, contre 158% et 139% respectivement à fin 2024, des chiffres nettement supérieurs au minimum réglementaire de 100%.

Événements dans le domaine ESG, déclaration relative aux risques et opinions économiques

Événements dans le domaine ESG

En partenariat avec ses clients, ses employés et d'autres parties prenantes, KBC continue de prendre des mesures importantes dans le cadre de sa démarche de durabilité entamée il y a plusieurs années déjà.

Nous partageons des informations en matière de durabilité de manière transparente et régulière et, depuis cette année, nous communiquons à la fois au travers de notre Déclaration relative à la durabilité dédiée, qui fait partie intégrante de notre Rapport annuel, et de notre Sustainability Report, que nous publions sur une base volontaire. Tous deux sont disponibles sur le site www.kbc.com.
Nous sommes fiers de voir que les progrès réalisés jusqu'à présent continuent d'être salués par des agences de notation et des organismes de renommée internationale en matière de durabilité, parmi lesquels le CDP, Sustainalytics, MSCI et S&P Dow Jones Indices.

Déclaration relative aux risques

Nos activités étant principalement axées sur la banque, l'assurance et la gestion d'actifs, nous nous exposons à certains risques typiques pour ces domaines financiers tels que, mais sans s'y limiter, le risque de défaut de crédit, le risque de contrepartie, le risque de concentration, les fluctuations des taux d'intérêt, le risque de change, le risque de marché, le risque de liquidité et de financement, le risque d'assurance, l'évolution de la réglementation, le risque opérationnel, les litiges avec les clients, la concurrence d'autres acteurs et de nouveaux opérateurs ainsi que les risques économiques en général. Surveillés de près et gérés par KBC dans un cadre strict, ces risques peuvent toutefois avoir une incidence négative sur la valeur des actifs ou occasionner des charges supplémentaires excédant les prévisions.

À l'heure actuelle, plusieurs grands défis attendent le secteur financier. Ceux-ci découlent principalement des risques géopolitiques, qui ont considérablement augmenté au cours des dernières années (notamment la guerre en Ukraine, les conflits au Moyen-Orient et les guerres commerciales qui résultent de la politique douanière des États-Unis). Ils entraînent ou sont susceptibles d'entraîner des chocs dans le système économique mondial (par exemple, au niveau du PIB et de l'inflation) et sur les marchés financiers (y compris les taux d'intérêt). Les économies européennes, dont les marchés domestiques de KBC, ne sont pas épargnées, ce qui crée un environnement commercial incertain, y compris pour les institutions financières. Le risque réglementaire et de compliance (exigences de capital, lutte contre le blanchiment de capitaux, RGPD et ESG/durabilité) reste par ailleurs un thème dominant pour le secteur, tout comme le renforcement de la protection du consommateur. La numérisation (tirée par la technologie, y compris l'IA) présente certes des opportunités, mais menace également le modèle d'entreprise des établissements financiers traditionnels. Les risques liés au climat et à l'environnement revêtent par ailleurs une importance croissante. Les cyberrisques sont devenus l'une des principales menaces ces dernières années, pas uniquement pour le secteur financier, mais pour l'ensemble de l'économie. La guerre en Ukraine et les tensions géopolitiques en général ont entraîné une hausse des attaques dans le monde entier. Enfin, les gouvernements de toute l'Europe prennent des mesures de relance supplémentaires pour soutenir leurs budgets (par le biais d'une augmentation des contributions fiscales du secteur financier), mais aussi leurs citoyens et les entreprises (en plafonnant, par exemple, les taux d'intérêt des crédits ou en plaidant pour des taux d'intérêt plus élevés sur les comptes d'épargne).

Les données relatives à la gestion des risques sont reproduites dans nos rapports annuels, les rapports trimestriels et les Risk Reports, tous disponibles sur le site www.kbc.com.

Notre opinion sur la croissance économique

L'économie américaine s'est repliée de 0,1% (en termes non annualisés) au premier trimestre 2025, alors qu'elle avait enregistré une croissance positive de 0,6% au dernier trimestre de l'année 2024. Ce recul s'explique principalement par une nette augmentation des importations, les entreprises ayant anticipé la hausse attendue des droits de douane. Au vu de la politique économique américaine récente, notamment en ce qui concerne les droits à l'importation, les États-Unis devraient connaître une croissance poussive, si ce n'est négative, au cours des prochains trimestres.

Dans la zone euro, la croissance est ressortie à 0,4% au premier trimestre de l'année, après avoir atteint 0,2% au quatrième trimestre 2024. Les exportations ont bondi en amont des annonces douanières. Si le secteur manufacturier a montré quelques timides signes de stabilisation, la reprise tant espérée se fait (toujours) attendre du côté des services. L'incertitude entourant la politique économique et les conflits commerciaux en cours sont susceptibles de déboucher sur une faible croissance économique dans la zone euro dans les prochains trimestres. Les perspectives de croissance à moyen terme s'améliorent grâce aux dépenses de défense et aux investissements en infrastructures prévus.

En Belgique, la croissance en glissement trimestriel est ressortie à 0,4% au premier trimestre de l'année, ce qui indique un raffermissement par rapport au trimestre précédent. La contribution négative des exportations nettes à la croissance est restée contrebalancée par une demande intérieure relativement forte. Pour les prochains trimestres, nous tablons sur une croissance globalement conforme à celle de la zone euro.

Au premier trimestre 2025, l'économie tchèque a enregistré une croissance de 0,5%, après avoir progressé de 0,7% au quatrième trimestre 2024. Cette croissance a été soutenue par la consommation privée, dans le contexte d'une reprise industrielle faible et tardive. En Hongrie, l'activité économique s'est contractée de 0,2% au premier trimestre en raison d'un profond ralentissement dans l'industrie. Selon nos estimations, la croissance est restée somme toute assez solide au premier trimestre en Bulgarie et en Slovaquie, avec des niveaux respectifs de 0,4% et 0,3%.

Le principal risque qui pèse sur nos perspectives à court terme pour la croissance européenne tient à une nouvelle escalade du conflit commercial mondial. Ainsi, la perspective de nouvelles mesures politiques de la part des États-Unis, la réponse qu'y apportera l'UE et l'éventuel reroutage des exportations chinoises vers l'UE pour éviter le marché américain créent un climat d'incertitude.

Notre opinion sur les taux d'intérêt et les taux de change

Dans la zone euro, l'inflation est restée inchangée à 2,2% en avril, sous l'effet d'un choc de demande négatif dû aux droits de douane imposés par les États-Unis, de la baisse des prix de l'énergie et de la vigueur de la monnaie européenne. Cette pression désinflationniste devrait persister dans les mois à venir. Aux États-Unis, l'inflation est ressortie à 2,4% en mars et devrait augmenter au cours de l'année 2025 du fait des droits de douane à l'importation imposés par le gouvernement américain.
La BCE a poursuivi son cycle d'assouplissement et réduit son taux de dépôt en janvier, en mars et en avril 2025, pour l'amener à son niveau actuel de 2,25%. Il est attendu que la BCE continuera à abaisser son taux directeur.

De son côté, la Fed a mis son cycle d'assouplissement sur pause au premier trimestre face à l'incertitude économique ambiante. Si les droits de douane imposés récemment l'ont poussée à revoir à la baisse ses perspectives de croissance, elle anticipe en revanche une inflation plus marquée en raison de l'impact inflationniste probable de ces mêmes droits de douane. Tout bien considéré, la Fed devrait maintenir le statu quo au deuxième trimestre. Elle devrait ensuite renouer avec sa politique d'assouplissement prudent au second semestre de l'année si elle l'estime justifié au regard de l'impact des politiques économiques dans le pays.

On observe un certain découplage entre les rendements des obligations américaines et allemandes à 10 ans depuis le début du premier trimestre. Deux événements sont principalement en cause ici. Tout d'abord, le parlement allemand a adopté un vaste plan de dépenses budgétaires couvrant les investissements dans la défense et les infrastructures. Les dépenses de défense doivent également être relevées au niveau de l'Union européenne. Dans la foulée de ce changement d'orientation

budgétaire, les rendements des obligations allemandes à 10 ans ont connu une envolée importante mais temporaire début mars, avant de retrouver des niveaux plus modérés par la suite. Cette hausse a ramené le spread entre le 10 ans américain et son équivalent allemand autour de 140 points de base, alors qu'il dépassait largement les 200 points de base au début du premier trimestre. L'annonce de droits de douane dits "réciproques" par les États-Unis le 2 avril a ensuite entraîné une forte hausse des rendements des obligations américaines à 10 ans, le spread se creusant à nouveau pour atteindre quelque 180 points de base à la mi-mai. Dans un premier temps, l'envolée des rendements obligataires américains a été alimentée par une hausse des anticipations d'inflation ainsi que par les attentes des marchés concernant la future politique monétaire de la Fed. Elle a ensuite commencé peu à peu à refléter également une aversion plus généralisée pour le risque lié aux actifs américains. Cette situation s'est traduite par une nette dépréciation du billet vert en avril.

La Banque nationale tchèque a réduit son taux directeur de 25 points de base en février et en mai 2025, le portant à son niveau actuel de 3,50%. L'assouplissement devrait se poursuivre à un rythme modéré. Depuis le début du premier trimestre, la couronne tchèque s'est quelque peu appréciée, profitant de la faiblesse du dollar américain et de la baisse des prix de l'énergie. Le cours de la couronne devrait rester globalement stable au cours des prochains trimestres.

La banque centrale hongroise a maintenu son taux directeur inchangé à 6,5% au premier trimestre et devrait également maintenir le statu quo au deuxième trimestre. Le forint s'est raffermi par rapport à l'euro durant la majeure partie du premier trimestre. Il a cela dit commencé à battre en retraite face à la monnaie européenne après l'annonce, le 2 avril dernier, des droits de douane réciproques par les États-Unis.

Nos prévisions

Prévisions pour l'ensemble de l'exercice 2025 (telles que fournies avec les résultats de l'exercice 2024 complet)

- Revenu total: au moins +5,5% en glissement annuel
- Revenus nets d'intérêts: au moins 5,7 milliards d'euros, soutenus par une croissance organique du volume des crédits d'environ 4%
  (sur la base des hypothèses suivantes: (i) taux à terme du marché à début février, (ii) absence de spéculation quant à de potentielles mesures gouvernementales et (iii) taux de répercussion (*pass-through*) conservateurs sur les comptes d'épargne)
- Revenus des activités d'assurance (avant réassurance): au moins +7% en glissement annuel
- Charges d'exploitation (hors taxes bancaires et d'assurance): moins de +2,5% en glissement annuel
  (inférieures à la croissance de +2,7% pour l'année 2024 complète, hors Irlande)
- Ratio combiné: moins de 91%
- Ratio de coût du crédit: nettement inférieur au ratio sur l'ensemble du cycle de 25-30 points de base

Prévisions sur le moyen à long terme (telles que fournies avec les résultats de l'exercice 2024 complet)

- Revenus totaux en taux actuariel (2024-2027): au moins +6%
- Croissance en taux actuariel des revenus nets d'intérêts (2024-2027): au moins +5%
  (sur la base des hypothèses suivantes: (i) taux à terme du marché à début février, (ii) absence de spéculation quant à de potentielles mesures gouvernementales et (iii) taux de répercussion (pass-through) conservateurs sur les comptes d'épargne)
- Croissance en taux actuariel des revenus des activités d'assurance (avant réassurance): au moins +7%
- Charges d'exploitation en taux actuariel (hors taxes bancaires et d'assurance) (2024-2027): moins de +3%
- Ratio combiné: moins de 91%
- Ratio de coût du crédit: nettement inférieur au ratio sur l'ensemble du cycle de 25-30 points de base

Bâle IV (mis à jour)

À l'approche de Bâle IV et en se basant sur un bilan statique et tous les autres paramètres *ceteris paribus*, sans mesures d'atténuation, KBC:

- fait état, au 1er janvier 2025, d'un impact de première application de +0,9 milliard d'euros sur les actifs pondérés par le risque (+1,0 milliard d'euros précédemment);
- prévoit, d'ici le 1er janvier 2033, un impact supplémentaire de +4,2 milliards d'euros sur les actifs pondérés par le risque (+7,5 milliards d'euros précédemment);

  soit un impact à pleine charge de +5,1 milliards d'euros sur les actifs pondérés par le risque (+8,5 milliards d'euros précédemment).

Politique en matière de dividendes et d'affectation du capital (mise à jour)

- Politique en matière de dividendes à partir de 2025:
  - Ratio de distribution (y compris coupon AT1) compris entre 50% et 65% du bénéfice consolidé de l'exercice comptable;
  - Dividende intérimaire de 1 euro par action versé en novembre de chaque exercice comptable en tant qu'acompte sur le dividende total.
- Politique en matière d'affectation du capital à partir de 2025:
  - Notre ambition consiste à nous maintenir parmi les établissements financiers les mieux capitalisés d'Europe;
  - Chaque année (au moment de l'annonce des résultats de l'exercice complet), le Conseil d'administration décidera, à sa discrétion, de l'affectation du capital. La poursuite de la croissance organique et les fusions et acquisitions constitueront les priorités;
  - Nous ciblons un ratio common equity à pleine charge hors plancher de 13% minimum;
  - Nous remplirons les catégories AT1 et Tier-2 au sein de l'exigence P2R et commencerons à utiliser le SRT (*Significant Risk Transfer* ou "transfert significatif de risque") dans le cadre du programme d'optimisation des actifs pondérés par le risque.

Prochains événements et références

Sommaire	Résultats du 2TR2025: 7 août 2025 Résultats du 3TR2025: 13 novembre 2025 Autres événements: www.kbc.com / Investor Relations / Calendrier financier
Informations complémentaires sur le trimestre sous revue	Rapport trimestriel: www.kbc.com / Investor Relations / Rapports Company presentation: www.kbc.com / Investor Relations / Présentations

Pour tout complément d'information, veuillez contacter :
Investor Relations, KBC Groupe
E-mail: IR4U@kbc.be

Katleen Dewaele, Directeur Communication Corporate / Porte-parole KBC Groupe
Tel +32 475 78 08 66- E-Mail: pressofficekbc@kbc.be

* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

KBC Groupe SA
Avenue du Port 2 – 1080 Bruxelles
Katleen Dewaele
Directeur Communication Corporate/
Porte-parole
Tél. +32 475 78 08 66

Service presse
Tél. 02 429 29 15 Ilse De Muyer
Tél. 02 429 32 88 Pieter Kussé
Tél. 02 429 85 44 Sofie Spiessens
Tél. 02 429 29 49 Tomas Meyers
pressofficekbc@kbc.be

Les communiqués de presse de KBC sont disponibles sur www.kbc.com
Suivez-nous sur https://x.com/kbc_group